

Le PS ne veut rien savoir du financement du Métro 3 par Gatz : "Nous disons non au péage routier".

Traduction libre de l'article de Bruzz JB DU 20-09-2023

<https://www.bruzz.be/mobiliteit/ps-wil-niet-weten-van-metro-3-financiering-gatz-wij-zeggen-nee-tegen-rekeningrijden-2023>

Le ministre bruxellois des Finances, Sven Gatz (Open Vld), veut maintenir ouvert le robinet d'argent pour le métro 3, en partie par le biais de la tarification routière, a rapporté BRUZZ mercredi matin. Pour l'instant, il ne peut pas compter sur un grand soutien pour ce plan. Le PS s'y oppose déjà fermement, ne serait-ce que parce que le plus grand parti au pouvoir renvoie à la corbeille à papier le projet de péage routier bruxellois Smartmove. "Nous n'allons pas résoudre les embouteillages à Bruxelles causés par les navetteurs avec une taxe sur la peste".

Dire que la région bruxelloise se trouve dans une situation financière difficile est un euphémisme : sans intervention, la dette menace d'atteindre 17 milliards d'euros d'ici 2028, soit 286 % des recettes.

Pour éviter de s'enfoncer dans une impasse monétaire, M. Gatz souhaite que ce taux d'endettement passe sous la barre des 205 %. Dans ce contexte, M. Gatz vient de déposer sur la table du gouvernement une note contenant des projections budgétaires jusqu'en 2030. On y apprend notamment que, moyennant un certain nombre de conditions et de mesures, les travaux du métro 3 pourraient être financés à hauteur de 250 millions d'euros par an à partir de 2026 grâce à Smartmove, la taxe kilométrique intelligente prévue par le gouvernement bruxellois.

Taxe sur la peste

Le PS, le parti du ministre-président Rudi Vervoort, ne voit déjà pas d'un bon œil la proposition de M. Gatz. La raison en est simple, a déclaré Ahmed Laaouej, président du PS bruxellois, dans une réaction : "Nous disons non au road pricing".

"On ne va pas résoudre les embouteillages à Bruxelles causés par les navetteurs avec une taxe peste, d'autant plus inacceptable qu'une telle taxe toucherait aussi les Bruxellois qui, pour des raisons familiales ou professionnelles, n'ont pas d'autre choix que de prendre la voiture", a déclaré M. Laaouej. "D'ailleurs : les taxes sur les voitures rapportent déjà 20 milliards d'euros par an aux différentes caisses publiques."

Les socialistes francophones, quant à eux, veulent s'attaquer davantage à l'offre de transports publics. "Concentrons-nous sur le développement de ces modes de transport alternatifs au lieu de taxer davantage les ménages."

Financer le gouvernement fédéral

Le partenaire de la coalition Groen, par l'intermédiaire du porte-parole de la ministre

bruxelloise de la Mobilité, Elke Van den Brandt, a fait savoir qu'il ne souhaitait pas anticiper la discussion sur la note de M. Gatz dans le giron du gouvernement.

L'autre parti majoritaire, Vooruit.brussels, a quant à lui répondu qu'il "soutenait les démarches de M. Gatz dans la recherche de différentes options pour garantir le financement du métro 3, tout en respectant la nécessité de ne pas dépasser notre plafond d'endettement global".

"Il est important de pouvoir discuter sans tabou ni exclusivité et nous ne nous prononçons donc pas contre une ou plusieurs des pistes présentées à ce stade". Par ailleurs, "il semble normal au parti qu'il y ait plus de financement de la part du gouvernement fédéral, ce qui est conforme aux pratiques similaires à l'étranger où le gouvernement national prend en charge une partie du coût de ces travaux d'infrastructure, car ils servent à l'ensemble des visiteurs et des employés de la capitale".

Facture au navetteur

La N-VA dénonce la proposition de M. Gatz. "Cela fait des années que Bruxelles vit sur la bouffée d'oxygène. C'est un choix délibéré du gouvernement Vervoort", déclare la députée bruxelloise Cielte Van Achter : "Des projets - comme le métro 3 - sont lancés sans que le financement soit assuré. Aujourd'hui, le ministre Gatz constate que l'argent est épuisé et que des mesures d'urgence sont nécessaires pour sauver notre ville de la faillite".

"Au lieu de réfléchir fondamentalement à nos priorités, aux projets que nous continuons à financer et à la manière de mettre plus de gens au travail, M. Gatz rejette la responsabilité sur les navetteurs", a poursuivi M. Van Achter. "Neuf enseignants sur dix de l'enseignement néerlandophone bruxellois sont originaires de Flandre. Lorsque j'interroge le ministre Gatz sur l'impact de cette mesure sur ce groupe de personnes, je n'obtiens aucune réponse. Le ministre veut-il vraiment taxer davantage ces personnes ?

[Translated with DeepL](#)